

« Autrement, vous savez ce qui vous arrivera », ajoutait l'officier en montrant son revolver. Le mouktar refusa et invita l'officier à le tuer plutôt... Ensuite, « on enferma les hommes dans l'église..., on réunit toutes les femmes dans « une grange spacieuse et les militaires banquetèrent pendant vingt-quatre « heures, en violant toutes les femmes de huit à soixante-quinze ans ». L'armée emmena avec elle une quantité de jeunes filles de chaque village. A Kolibia, une jeune fille, poursuivie par un soldat, tomba de la fenêtre. Alors que son corps palpitait encore, le soldat se rua sur elle comme une brute : ἐν ᾧ τὸ σώμα ἤσπαιρον, ὁ στρατιώτης ἐπέπεσε κατ' αὐτῆς κτηνωδῶς.

Le rapport grec a soin d'ajouter : « *Les kaïmakams demandent qu'on signe la déclaration que toutes ces infamies... ont été commises par l'armée bulgare.* » Ces paroles expliquent pourquoi, dans les déclarations, signées par les Grecs et écrites au nom de la population, que *Le Jeune Turc* a publiées au mois d'août 1913, les accusations contre les Bulgares sont si nombreuses. On voulait, en effet, décharger les troupes ottomanes de tous les crimes commis¹.

Ajoutons encore un rapport du 9 juillet, sur les événements d'Ahir-keui (Ahir-keui à l'est de Visa?), qui prouve que le même système était appliqué dans toute l'étendue des pays occupés de nouveau par l'armée turque : « Hier « soir, 7 juillet, les gendarmes désignés pour garder les habitants du village « d'Ahir-keui, ont séparé les hommes des femmes et des enfants. Ils ont « bâtonné tous les hommes sans pitié et en ont blessé plusieurs à la baïonnette, « et ils ont violé les jeunes filles et les femmes, en s'adonnant au libertinage « avec elles pendant toute la nuit. »

C'est ainsi que toute cette partie de la Thrace fut entièrement dévastée. Le rapport grec du 9 juillet constate que l'armée ottomane a « massacré, violé et brûlé « tous les villages des cazas de Malgara et d'Aïrobol. 1.970 familles de la caza « de Malgara et 690 de la caza d'Aïrobol, c'est-à-dire une population de 15.960

¹ Par exemple, à Has-keui, où, selon l'information citée plus haut, il y avait eu « un nombre assez grand de familles » tuées ou brûlées par les Turcs, voici la déclaration des notables du village, présentée au kaïmakam de la caza Aïrobol : « Nous démentons catégoriquement les « insinuations malveillantes portées contre l'armée ottomane et, en les réprouvant, nous protes- « tons contre les crimes tels qu'incendies, assassinats de personnes, etc., perpétrés par l'armée « bulgare, dans notre ville, à Has-keui et à Aktchilar-Zatar, lors de la retraite des Bulgares de « ces localités. » Signé : « Triandaphilou et Yovanaki, membres du Conseil d'administration du la caza, notables grecs, Papa Kiriako, représentant du métropolitain Dimitri, vicaire de Has-keui, Polioyos, notabilité commerciale grecque. » Voir *L'Union*, du 24 juillet, qui publie dans le même numéro un entrefilet sous le titre : *Actes de sauvagerie bulgares en Thrace*. Le membre de la Commission qui visita un autre village du même nom, Has-keui, dans le voisinage d'Andrinople, demanda à voir le prêtre du village, Constantin, qui, lui aussi, avait signé une liste assez longue des méfaits bulgares commis dans ce village. (Pour vérifier le fait, voir *Le Jeune Turc* du 2 septembre.) Ce prêtre ne s'est pas présenté.